



ZEW

Zentrum für Europäische
Wirtschaftsforschung GmbH

Centre for European
Economic Research

COMMUNIQUÉ DE PRESSE – 28 SEPTEMBRE 2016

Une enquête auprès des parlementaires français et allemands démontre leur souhait de plus d'intégration européenne dans les politiques de défense et d'immigration

Les députés français et allemands sont ouverts à accorder plus de compétences à l'Union européenne dans les domaines de la défense et de l'immigration. Il existe cependant des désaccords majeurs quant à certaines réformes de l'euro-zone. Alors que les politiques français soutiennent l'adoption d'un schéma de responsabilité commune sous la forme d'eurobonds et d'assurance chômage au niveau de la zone euro, les représentants allemands ne soutiennent pas ces propositions. Les parlementaires des deux pays s'accordent néanmoins sur le fait que des investissements plus élevés des pays membres pourraient être des instruments d'incitation à la croissance de la zone euro.

Voici quelques conclusions d'une étude menée par le Centre pour la Recherche économique en Europe (ZEW), qui est rendue publique à Bruxelles aujourd'hui.

En collaboration avec l'École polytechnique et l'Université de Mannheim, le ZEW a mené une étude auprès des membres du Bundestag allemand, de l'Assemblée nationale et du Sénat. 232 parlementaires y ont participé d'avril à juillet 2016. Selon cette enquête, les parlementaires français sont en règle générale plus enclins à accorder davantage de compétences à Bruxelles que leurs homologues allemands. Ces derniers font en effet preuve de réticence quant à un élargissement des compétences de l'Union européenne et en particulier dans les domaines de l'impôt, de la politique salariale et de la régulation du marché du travail, les parlementaires allemands sont plus réticents à accorder plus de compétences à l'UE que leurs homologues français.

Les positions françaises et allemandes divergent quant aux propositions de réformes de la zone euro. Les Français penchent en effet en faveur d'un renforcement de l'intégration fiscale, par le biais des eurobonds ou une assurance chômage européenne, alors que les Allemands s'y opposent.

« *Compte tenu des conditions défavorables du marché du travail français ainsi que de la fragile situation fiscale française, les parlementaires français sont plus sensibles aux bénéfices de la mise en place de mesures de solidarité*, » constate le professeur Friedrich Heinemann, co-auteur de l'étude et directeur du département de recherche « Corporate Taxation and Public Finance » du ZEW.

Pour ce qui est de l'évaluation de la politique monétaire actuelle de la Banque Centrale Européenne (BCE), les avis sont polarisés entre Paris et Berlin : bien que les programmes d'achat d'actifs bénéficient d'un réel support des parlementaires français, de nombreux membres du Bundestag ne cachent pas leur scepticisme quant à ces transactions. L'enquête révèle également une division franco-allemande au sein des familles politiques, en particulier sur des problématiques sujettes à controverse. Ainsi, les membres du parti conservateur allemand sont clairement contre l'introduction d'Eurobonds alors que leurs homologues français sont moins unanimes. Ceci étant, un plus grand consensus franco-allemand a été établi parmi les parlementaires des deux pays qui s'accordent sur la nécessité de lancer des projets d'investissement à l'échelon national afin de supporter une plus forte croissance dans la zone euro.

Pour conclure, l'enquête donne des indications claires sur les potentiels et les limites de nouvelles initiatives de réformes franco-allemandes dans une Union européenne Post-Brexit. « *Une volonté commune des chefs d'État et de gouvernement semble également émerger au sommet de Bratislava sous l'impulsion du couple franco-allemand dans les domaines de la défense, de l'immigration, d'un plan d'investissement qui font aujourd'hui l'objet d'un consensus large. Cette adhésion des deux côtés du Rhin ouvre ainsi un avenir au projet européen*, » conclut Pierre Boyer, professeur d'économie à l'École polytechnique et co-auteur de l'étude.

L'enquête est disponible dans son intégralité [ici](#)

CONTACTS PRESSE

Cécile Mathey	Raphaël de Rasilly
+ 33 1 69 33 38 70 / + 33 6 30 12 42 41	+ 33 1 69 33 38 97 / + 33 6 69 14 51 56
cecile.mathey@polytechnique.edu	raphael.de-rasilly@polytechnique.edu

À PROPOS DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE / Largement internationalisée (30% de ses étudiants, 39% de son corps d'enseignants), l'École polytechnique associe recherche, enseignement et innovation au meilleur niveau scientifique et technologique. Sa formation promeut une culture d'excellence à forte dominante en sciences, ouverte sur une grande tradition humaniste.

À travers son offre de formation – bachelor, cycle ingénieur polytechnicien, master, programmes gradués, programme doctoral, doctorat, formation continue – l'École polytechnique forme des décideurs à forte culture scientifique pluridisciplinaire en les exposant à la fois au monde de la recherche et à celui de l'entreprise. Avec ses 22 laboratoires, dont 21 sont unités mixtes de recherche avec le CNRS, le centre de recherche de l'X travaille aux frontières de la connaissance sur les grands enjeux interdisciplinaires scientifiques, technologiques et sociétaux. L'École polytechnique est membre fondateur de l'Université Paris-Saclay.

www.polytechnique.edu